

Le prolétaire

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

**ORGANE MENSUEL
DU PARTI COMMUNISTE
INTERNATIONAL
(Programme Communiste)**

FEVRIER 1966 — 4^e Année — N° 29

Le numéro : 0,40 F — 4 F.B.

Abonnement annuel ... 4 F - 40 FB

Abonnement de soutien 10 F - 100 FB

"Le Prolétaire", B.P. n° 375 Marseille-Colbert
ou R.P. n° 24 Paris (19e)
C.C.P. 2202-22 Marseille

La réunion du Comité Central du P.C.F. : **UN NOUVEL AVEU**

La dernière session du comité central du P.C.F. montre clairement comment après chaque manœuvre tactique « audacieuse et juste », chaque « pas en avant », comme ils disent, ses dirigeants profitent du nouveau recul accepté par leurs militants — en raison, bien sûr, des nécessités impérieuses de la situation « concrète » — pour leur faire avaler un nouveau reniement.

Ainsi, après avoir appelé à voter Mitterrand (politicien bourgeois, symbole même du « centrisme » tant combattu par le P.C.F. puisque son parti, l'U.D.S.R., fut pendant onze ans, de 1947 à 1958, la charnière de tous les gouvernements de la « troisième force » et qu'il fut lui-même onze fois ministre) et, ce faisant, avoir obtenu de ses militants qu'ils renoncent aux principaux objectifs défendus avec la dernière énergie tant en politique extérieure qu'intérieure pendant 18 ans (Marché commun, Europe, O. T. A. N., Nationalisations), Waldeck-Rochet peut faire un pas de plus vers ces chers vieux camarades socialistes, qui l'attendent de pied ferme.

Qu'on nous comprenne bien. Nous ne parlons nullement ici d'un nouveau pas dans la trahison de la lutte prolétarienne pour la révolution socialiste. Il y a belle lurette que cette trahison est consommée. Elle devient évidente il y a plus de trente ans, lors de l'alliance avec le parti bourgeois radical d'Herriot (le grand ancêtre de Mitterrand) dans le Front populaire ; puis ce fut l'union sacrée du Front National de la Résistance, couronnée par la participation au gouvernement gaulliste de la Libération, à la « reconstruction » du capital.

Non, nous voulons parler de l'aveu de cette trahison, de l'impossibilité de mener plus longtemps une pratique aussi lamentable tout en continuant, à se proclamer fidèle aux principes essentiels de la théorie et de la doctrine révolutionnaires que Lénine avait rétablis contre les réformistes sociaux-démocrates (grands-ancêtres de Guy Mollet).

Pour utiliser le vocabulaire de nos démocrates, nous dirons que le « divorce » est devenu si profond que dans son « discours » au C.C. (Humanité du 6 janvier 1966) Waldeck-Rochet n'ose produire même une seule de ces « citations » tronquées ou isolées du contexte dont nos staliniens farcisaient littéralement, hier encore, leurs textes. Bien plus, on ne peut trouver chez lui la moindre mention. La plus légère allusion aux notions les plus fondamentales du marxisme et on chercherait en vain un seul des mots dont les Bolcheviks avaient fait retentir l'univers. Il est significatif, par exemple, qu'à propos de ce que nous appelons révolution et de

ce qu'ils nomment « passage au socialisme ». Waldeck-Rochet évite soigneusement d'employer le terme de dictature du prolétariat, comme le grand sorcier qui craint, en évoquant la puissance infernale des ténèbres, de provoquer la catastrophe...

Aujourd'hui, c'est Guy Mollet qu'on cite : « Les communistes auront à dire (c'est nous qui soulignons) si, compte tenu de leur analyse sur les pays industrialisés et de démocratie politique, ils acceptent de garantir la continuité de cette démocratie (Le Populaire, 16-17 décembre) ». C'est clair, messieurs les stalino - thorezo - khrouchtchevo - rochetistes : puisque vous avez abandonné les thèses catastrophistes de Staline sur la crise (dont vous ne parlez même plus), de Thorez sur la paupérisation (que vous avez oubliées), puisque vous admet-

tez que l'économie capitaliste peut résoudre elle-même ses contradictions essentielles à l'échelle internationale (possibilité de la coexistence pacifique) et nationale (possibilité d'une expansion continue avec amélioration du bien-être), puisque vous ne croyez plus à la guerre et à la révolution, puisque vous croyez à la paix, aux réformes et au passage pacifique et parlementaire au socialisme, et que vous le dites, alors il faut dire aussi que vous êtes pour la démocratie, non seulement pour aujourd'hui, mais pour toujours.

Ecoutez donc messieurs, ces mencheviks vous donner une leçon de rigueur marxiste : votre pratique doit s'accorder avec votre analyse. Si vous êtes réformistes, si vous voulez passer progressivement et sans heurt, avec les classes moyennes, au

(Suite en page 4)

Démocratisation de l'Enseignement

L'Université, depuis la troisième République, est l'institution qui permet à quelques membres « doués » de la classe prolétarienne ou de la petite paysannerie d'échapper à leur condition « dégradante » de travailleurs manuels. Le fils d'ouvrier « méritant » et bourgeois a quelque chance de devenir instituteur et son petit-fils le plus ambitieux professeur de faculté ou médecin.

En un mot, l'Université est l'instrument de ce mensonge odieux de la bourgeoisie qu'elle appelle « la promotion sociale » et qu'elle explique par une soit disant « égalité de chances au départ », liée à l'identité fictive du citoyen et de l'homme réel.

De même que l'on prétend l'exploiteur égal à l'exploité parce qu'ils possèdent chacun un bulletin de vote, on déclare de même que le fils de bourgeois, confortablement installé et vivant dans un milieu cultivé, n'est point avantagé dans la concurrence scolaire par rapport au fils de l'ouvrier. Cela a à peu près autant de sens que de prétendre qu'à musculatures égales deux hommes ont les mêmes chances de battre tel record d'athlétisme, même si l'un s'entraîne farouchement et l'autre demeure inactif. Les « aptitudes intellectuelles » ne font rien à l'affaire : la culture bourgeoise est un privilège de la classe bourgeoise.

Depuis qu'un ministre de l'Éducation nationale parle de réformer l'enseignement, les journaux, les tracts des syndicats de parents d'élèves, de professeurs et d'étudiants, sont remplis de jérémiades démocratiques et humanistes. A ce concert s'ajoutent les voix d'une C.G.T. tombée bien bas et d'un parti communiste dégénéré.

Nous ne savons pas exactement ce que contient le plan Fouchet de réforme de l'enseignement et personne, semble-t-il, n'en est beaucoup mieux informé. L'inertitude qui pèse sur l'avenir des étudiants est en soit très significative. Elle traduit l'impuissance du capital à

assurer, même aux membres de la bourgeoisie, un avenir de « bien-être et de haut niveau de vie ». Aussi, lorsque les étudiants réclament une démocratisation de l'enseignement, n'est-ce pas par philanthropie de gauche ou de droite : selon les statistiques, il n'y a que 3 % de fils d'ouvriers en faculté. La cristallisation des privilèges bourgeois atteint un point extrême ; la culture ne se transmet que par héritage et les étudiants ne se sentent absolument pas menacés par la concurrence virtuelle des fils de prolétaires.

Leur mot d'ordre démocratique n'est qu'un prétexte ignoble : les étudiants espèrent prolonger le plus longtemps possible leur situation de parasite et augmenter par là la valeur de leurs forces de travail. L'apparence démocratique était sauvegardée lorsque l'on réclamaient des bourses d'études plus nombreuses et plus importantes.

Depuis quelques années, la revendication d'une allocation, véritable salaire payé à tous les étudiants par catégories de diplômés, est l'aveu complet du caractère anti-prolétarien de fait de l'U.N.E.F. et autres syndicats ou partis.

En effet, cette allocation payée par l'Etat serait prélevée sur les impôts, c'est-à-dire payée, directement ou indirectement, par le travail des ouvriers d'où sort toute la « richesse nationale » quelle que soit sa répartition.

Si l'exaspération de nos démocrates atteint un tel niveau actuellement, c'est que la course aux bonnes places est de plus en plus difficile. On préfère le lycée au centre d'apprentissage, le bureau à l'usine, aller grossir le corps pléthorique des fonctionnaires et des bureaucrates que se salirent les mains.

La haine de l'ouvrier, résultat de quarante ans de réaction sociale, atteint son point culminant. Le règne du bureaucrate imbécile, du rond de cuir est arrivé. La concurrence entre candidats parasites est devenue si forte que la force de

Les grèves « non officielles » EN ANGLETERRE

Les choses vont mal en Angleterre, l'économie nationale est en difficulté et le gouvernement se préoccupe beaucoup de réduire le grand nombre de « grèves non officielles » (« unofficial strikes ») qui éclatent.

Un document présenté par le ministère du Travail exhorte la « Royal Commission » à envisager l'utilité de ces deux réformes : 1) Institution, dans les régions industrielles anglaises, de nombreux « tribunaux du travail » chargés de se prononcer rapidement sur les conflits « non officiels ». L'Etat pourrait désigner le juge ou, mieux encore, le choix serait laissé aux syndicats et aux employeurs (fraternellement unis) ; 2) Condamnation à de fortes amendes ou à d'autres peines des syndicats qui ne réussiraient pas à détourner

leurs propres adhérents des « unofficial strikes ». La peine serait proportionnelle à la longueur de la grève et l'« Union » (syndicat) ne pourrait s'y soustraire qu'en faisant la preuve devant un tribunal qu'elle a fait tout ce qu'il était possible pour éviter la grève.

On comprend facilement l'inquiétude du gouvernement travailliste lorsqu'on apprend, par le même document officiel, que près de 95 pour cent des grèves déclenchées en Angleterre n'ont pas l'approbation des « Unions », c'est-à-dire entrent dans la catégorie des « unofficial strikes ». Autrement dit, à peu près toutes les luttes ouvrières sont menées en Angleterre contre les syndicats. Le gouvernement rappelle donc ceux-ci à leurs responsabilités, leur demande « de se renforcer, d'accroître leur autorité et de collaborer avec l'Etat pour atteindre des objectifs économiques toujours plus ambitieux » ! Merveilles des gouvernements « de gauche » !

On sait que le gouvernement travailliste est maintenu en vie par la grâce de l'opposition parlementaire elle-même. Parbleu ! c'est qu'elle soutient ainsi la hache du bourreau : tandis qu'on suspend l'application de la peine de mort, le gouvernement « socialiste » impose la plus infâme des peines capitales, la mort politique des syndicats et des ouvriers.

Mais les ouvriers, par voie de conséquence, commencent à prendre conscience de la mystification opérée par leur ennemi de classe ; ils en viennent à comprendre qu'aucun changement de gouvernement ne peut être pour eux une solution quelconque et que les partis de « gauche », appuyés sur les syndicats, n'aspirent qu'à être de bons élèves à l'école du capital. Les prolétaires apprennent ainsi que le démocratisme actuel n'est qu'une variante plus raffinée du fascisme, c'est-à-dire de l'expression politique de l'impérialisme moderne.

Partout aujourd'hui, derrière des masques variés, le capital impose ses exigences ; travail forcené et discipliné. Les masques varient, ce qu'ils dissimulent est identique partout : on parle là de stakanovisme, ici de

(Suite en page 4)

Réunion publique

A PARIS

Le vendredi 25 février, 21 h.

SALLE LANCROY

10, rue de Lancroy (X^e)

LE FRONT

POPULAIRE DE 1936

ou

Les « Communistes »

au secours

de l'ordre capitaliste

(Suite en page 4)

L'ALGÉRIE après l'indépendance (II)

Pendant que Ben Bella paraissait sur le devant de la scène politique, nous avons vu quel était l'enjeu social des luttes de classes qui se livraient en Algérie. (Voir notre numéro précédent).

Ce n'est pas par hasard que les principales clauses des accords d'Evian portaient seulement sur un délai de trois ans : l'impérialisme français laissait à la bourgeoisie nationale l'honneur de faire rentrer dans l'ordre les baïonnettes surgies des djebells.

Pour cette bourgeoisie qui venait de gagner, sur le tapis vert de la diplomatie internationale, le droit d'acheter et de vendre à son propre compte et de travail salarié, il s'agissait bien en effet d'imposer sa domination politique aux confuses dissidences de l'Aurès et aux premières manifestations prolétariennes. Nul ne pouvait accomplir cette tâche mieux que ne l'a fait Ben Bella.

Pendant trois années, il a couvert par des phrases "socialistes" et des beaux gestes de tribun l'immense écart qui séparait l'ampleur de la lutte d'indépendance et la précarité des résultats négociés par les bourgeois de Tunis. Ses aveux confirment d'une manière éclatante tout ce que nous avions écrit sur la signification des accords d'Evian et du "programme" de Tripoli (cf "Programme Communiste" N. 20-21 : « La révolution algérienne est-elle une révolution ? »). « La crise du F.L.N. ouverte en 1957, écrit Ben Bella dans la Charte d'Alger, a abouti progressivement à une déchéance des organismes dirigeants. Le refus d'aborder le problème du contenu social de l'Algérie indépendante a influé directement sur les accords d'Evian négociés et conclus dans la précipitation. La fuite en avant n'a pas permis pour autant l'escamotage des problèmes fondamentaux : elle a seulement rendu la crise plus violente et plus dramatique. L'adoption de l'unanimité du programme de Tripoli n'est pas un critère de démarcation entre les forces révolutionnaires et celles qui voulaient faire des accords d'Evian une stratégie. La pratique de la direction consistait à retarder le moment où

seraient pris les engagements irréversibles touchant la nature de la société après l'indépendance » (Ed. de la Commission Centrale d'Orientation du F.L.N., p. 31).

Mais Ben Bella a-t-il poussé plus avant le mouvement des masses ? C'est ce qu'affirmait l'opportunisme international qui a mille fois trahi la révolution algérienne et qui applaudissait aux accords d'Evian. Nous avons montré, nous, ce qu'il y avait sous la phraséologie "sociale" benbelliste : la répression des derniers soubresauts révolutionnaires, la mise au pas des ouvriers et des paysans (cf. "Le Proletaire" N. 28). Ben Bella "socialiste" ? Un "socialiste" à la Louis Blanc ! Il a préparé et conquis l'Algérie à une domination sans voile de la bourgeoisie. Il a ouvert les champs de bataille de la révolution aux mercenaires de Boumedienne formés et équipés de longue date derrière les barrages électrifiés de l'impérialisme français en Tunisie et au Maroc. La faillite de Ben Bella est celle des démocrates petits bourgeois de tous les temps : même destinée politique, mêmes mots d'ordre, mêmes illusions généreusement répandues sur la "nature de la société".

Pour nous, en effet, la nature de la société algérienne après l'indépendance n'a jamais fait le moindre doute. Il n'est pas de Ben Bella (ni même de Lénine) qui aurait pu transformer par un coup de baguette magique la misère, les paysans, le chômage prolétarien, la dépendance économique à l'égard de l'impérialisme. Mais nous n'avons jamais trahi la République sociale ; nous n'avons jamais vu dans l'indépendance nationale la solution à tous les maux que le capitalisme accumule dans le système mondial actuel. Au contraire, la bourgeoisie des pays arriérés croit découvrir une recette infaillible dans la "liberté" de contracter avec le plus offrant et elle fonde sur la concurrence des capitaux étrangers ses fragiles espoirs d'un développement harmonieux de l'économie nationale. Dans ce domaine, comme dans les questions sociales, le règne de Ben Bella aura mis fin à bien des illusions.

LE MYTHE DE L'INDUSTRIALISATION

On se souvient que pour toute solution de la question agraire, Ben Bella avait renvoyé les paysans algériens aux mirages de l'industrialisation dont devaient bénéficier les fils ou les petits-fils des fellahs. Objectif bourgeois radical que la Charte d'Alger définissait en ces termes : « L'option socialiste de développement (sic !) implique que l'ensemble des investissements doit être, aussi rapidement que possible, financé par des ressources internes, c'est-à-dire par un prélèvement sur le revenu national. Ce prélèvement ne pourra assurer un rythme de développement suffisant que si le travail fourni par chaque Algérien dépasse largement sa consommation » (op. cit. p. 67). Ainsi, "l'option socialiste" et patriotique de ces messieurs, c'est de mettre la ceinture aux cesses sous-alimentées pour les inviter à produire. Et l'on reconnaît là, sous des oripeaux de "socialisme", la bestialité de l'accumulation primitive du capital qui opprime le travailleur au-dessous des limites de la résistance humaine.

Quant à l'aspect social du développement capitaliste (espoirs de résorber le chômage, de constituer un marché national et une industrie lourde), il ne dépend pas de la volonté que peuvent avoir les masses de se sacrifier sur l'autel de la patrie, mais de rapports objectifs dominant l'ensemble de l'économie mondiale. L'aide étrangère doit être considérée comme un palliatif, un simple appoint venant s'ajouter à l'effort national. Une acceptation aveugle de celle-ci compromettrait l'indépendance économique et politique du pays. Ceci sans parler des effets monétaires qui tendent à annihiler partiellement l'effort d'équipement que développent les circuits engendrés par l'aide étrangère" (Ibid. p. 67). La Charte d'Alger ne dit pas si cette aide étrangère peut n'être effectivement qu'un palliatif secondaire. Mais Ben Bella y a répondu lui-même : l'industrialisation se fera essentiellement avec cette "aide".

La signature en juillet 1965 des

accords de coopération avec la France est venue clore toute une période pendant laquelle l'Algérie indépendante a essayé d'établir des rapports nouveaux avec le marché mondial. A la recherche des capitaux nécessaires à son industrialisation, elle s'est adressée à différents pays d'Europe occidentale et orientale, savourant les joies et les illusions de la "liberté". Le "socialiste" Ben Bella flirtait alors avec Moscou par un amour partagé du libre échange. Mais les idylles n'ont qu'un temps ; la vie se charge d'y mettre fin. Il fallait résoudre avec de Gaulle les difficiles problèmes de main-d'œuvre, d'exportation des produits agricoles. Quant aux prêts consentis à l'Algérie par les différents pays, ils n'étaient pas à la mesure de ses besoins. Et comment les prêteurs russes, tchèques ou allemands pouvaient-ils être plus "généreux", alors que la seule hypothèque sérieuse de l'Algérie, son pétrole et son gaz, restait hors du marché ? Ces diverses considérations — qui n'ont rien de "socialiste" — ont finalement rallié Ben Bella à la position de ceux qui entendaient faire une "stratégie" de tout accord avec la France et qui voulaient se servir du pétrole algérien comme principal levier de l'industrialisation.

Certes, Ben Bella ne quêtait pas une simple augmentation des royalties. Il demandait que les sociétés pétrolières assortissent leur exploitation éhontée de formules "progressistes" : "Notre doctrine en la matière tient dans l'utilisation sur place du pétrole et du gaz. Cette utilisation fournira le marché local en produits, permettra l'utilisation des autres potentialités existant dans le pays et donnera à l'Algérie la possibilité d'exporter des produits élaborés et semi-élaborés" (Discours de Ben Bella à Laghouat, "L'Algérie dans le monde" octobre 1964). Ainsi, la fameuse industrialisation cessa bientôt d'apparaître comme l'œuvre de "tout le peuple" pour "tout le peuple". Il s'en dégageait toujours plus une forte odeur de pé-

trôle ; et cela signifiait que l'industrialisation de l'Algérie resterait l'affaire de l'impérialisme. Ben Bella se mit alors à vanter publiquement le "génie" de la France et la façon dont elle a su "féconder le sol algérien" !!!

Il y a mieux. Par la négociation "au niveau des Etats", l'anti-impérialiste petit-bourgeois croyait découvrir la conciliation des antagonismes impérialistes : "Il n'est pas illusoire, déclarait-il encore à Laghouat, d'imaginer des formes d'arrangement conciliant les exigences posées par les pays qui ont besoin de s'industrialiser et d'accéder au stade de la vie moderne avec les impératifs des pays dont l'économie hautement développée requiert des fournitures abondantes et régulières en matières premières parmi lesquelles les hydrocarbures

UN NOUVEAU PACTE COLONIAL

Toujours prête à soutenir les brigandages ou les marchandages de sa bourgeoisie, "L'Humanité" du 31-7-65 saluait en termes élogieux les "accords de coopération" avec l'Algérie. "Statut pétrolier mutuellement profitable", "compromis acceptable" qui permettra de "fournir au peuple algérien une meilleure base pour l'édification de sa propre économie nationale", et de conclure : « Les accords sont signés. Ce sera une grande victoire s'ils tiennent leurs promesses » !!! Qu'on ne vienne pas, après cela, dénoncer ce qui s'appelle "néo-colonialisme" !

Le "vieux" colonialisme, celui que les pieds noirs ont ramené dans leurs valises, c'était le pillage sans retour, la colonie considérée comme terrain de chasse. Et tous les démocrates français s'y sont accrochés jusqu'au "dernier quart d'heure". Mais depuis longtemps ce n'est plus cela le "colonialisme". Au pillage a fait place "la mise en valeur". A l'exportation des marchandises métropolitaines dont l'esclave colonial était un piètre consommateur, a succédé peu à peu l'exportation des capitaux en quête d'investissements rentables. Et le banquier, le technicien, le professeur — "nouvelle" clientèle du P.C.F. — ont évincé le petit colon qui fit jadis la fortune politique des partis radicaux et "socialistes". La vieille Europe s'est mise à exploiter sur place les ressources de ses anciennes colonies et à y implanter son propre mode de production. C'est justement cette action dissolvante du capital sur la société coloniale qui en a précipité la ruine. Mais alors, conscient du joug que lui faisait subir l'impérialisme, la bourgeoisie indigène revendiquait pour elle-même ce "rôle d'opérateur industriel" qu'elle rend aujourd'hui à l'impérialisme. La conquête de l'indépendance nationale, la constitution d'un appareil d'Etat bourgeois lui apparaissaient comme le seul moyen de jouer véritablement ce rôle historique. La force des choses l'a conduite à se renier confirmant nos prévisions et notre critique de l'émancipation bourgeoise. Comme le montrait Lénine, voici un demi-siècle, l'impérialisme peut asservir n'importe quel Etat, "indépendant" ou pas, à la domination du capital financier, à sa politique et à ses "accords" internationaux.

Pendant la guerre d'indépendance, le F.L.N. considérait qu'une véritable industrialisation non seulement de l'Algérie, mais de toute l'Afrique du Nord, était soumise à deux préalables : une complète indépendance douanière à l'égard de la France et de l'Europe ; une planification économique à l'échelle du Maghreb. Et dans cette perspective les dirigeants nationalistes dénonçaient aussi bien les pâles réformes agraires lancées en Tunisie et au Maroc que le "plan de Constantine" par lequel de Gaulle essayait d'appâter la bourgeoisie algérienne. Enfin, Ben Bella précisait lui-même les limites de ce que serait une industrialisation de l'Algérie impulsée et dominée par l'impérialisme : « Le néo-colonialisme, écrivait-il dans la Charte d'Alger (op. cit. p. 56), en créant une apparence d'indépendance et un essor limité mais réel de l'économie au profit des classes exploiteuses du pays dépendant, élargit le marché. Il permet par le jeu de l'aide dirigée de maintenir le rythme d'expansion des grandes industries capitalistes et de contrôler l'économie des pays dépendants afin

se situe au premier plan. Les modalités d'un tel arrangement étant définies et clairement établies, les sociétés retrouveraient, tout naturellement mais sans plus, leur rôle d'opérateur industriel, ce qui n'exclut pas que ce rôle qui comporte du labeur, de l'ingéniosité et du risque (sic !), mérite de la part du pays auquel il apporte un concours actif, une rétribution légitime et satisfaisante (resic !)"

Ici Ben Bella ne parle plus en "socialiste", ni même en révolutionnaire bourgeois, mais en pacha du Moyen-Orient faisant les antichambres des magnats du pétrole. Mais ceci dit, une question se pose : que sera cette industrialisation de l'Algérie par l'impérialisme français présenté comme un honnête et laborieux "opérateur industriel" ?

Quelle soit complémentaire et non concurrentielle ». Le plus rapide examen des "accords de coopération", négociés par Ben Bella et signés par Boumedienne, nous permet de conclure que l'industrialisation de l'Algérie par l'impérialisme français ne sortira pas de ces limites.

On a souvent comparé les accords de juillet 1965 avec le "plan de Constantine". Et "Le Monde" du 15-7-65 commentait : « Il est vrai que l'ampleur des avances consenties du côté français, et l'objectif visé — le développement d'une industrie algérienne fondée sur les revenus et les produits pétroliers — font penser au "grand dessein" de 1958. Avec une différence : c'est que l'aide de la France n'est plus octroyée, mais négociée, et qu'elle a très précisément pour objet d'arracher l'Algérie déjà émancipée politiquement de l'économie coloniale, des rapports de producteur de matières premières à producteur de produits finis ». Les points sur lesquels se sont rencontrés les intérêts de l'impérialisme français et de la bourgeoisie algérienne sont donc bien clairs. Il y a d'abord l'espoir commun de voir se développer en Algérie un marché national pour une industrie indigène où s'investirait le capital financier de l'ancienne métropole. Et cela ne pouvait être réalisé par le plan de Constantine, sous le régime colonial.

Par contre, ce que "l'association coopérative" a sauvé du plan de Constantine correspond à l'essentiel des intérêts du grand capital : la main-mise sur le pétrole algérien et le renforcement de l'union douanière avec la France. En échange des fournitures industrielles et des capitaux nécessaires à son développement, l'Algérie consentira aux produits français des tarifs préférentiels. D'ailleurs "l'aide liée" l'obligera à acheter en France ses biens d'équipement. Ainsi prend fin le rêve de "libres" contrats négociés avec des entreprises russes, allemandes ou américaines. Mais ce n'est pas tout. En signant ces accords, le ministre Boumaza soulignait qu'ils augmenteraient "l'impact pétrolier sur l'économie algérienne" ("Le Monde", 16-17-7-65). N'est-ce pas avouer que les plans de développement de l'Algérie dépendront de cette seule ressource, de la seule "association" avec la France dans un domaine où la loi du marché est celle que dictent les grandes sociétés américaines ?

Evoquant les perspectives d'industrialisation de l'Algérie, le même "Monde" écrivait : « En concourant au relèvement du niveau de vie de la population algérienne, la France renforcerait sa situation de fournisseur privilégié de l'Algérie et verrait le marché algérien largement ouvert à ses produits : seules, la production algérienne serait en mesure de la concurrencer non pas immédiatement, mais à terme, et seulement en ce qui concerne les biens de consommation ». N'est-ce point ce que Ben Bella définissait comme "néo-colonialisme" ?

UNE INDUSTRIALISATION DEMOCRATIQUE : LES RAPPORTS "EGAUX" ENTRE ETATS

Le socialisme scientifique a établi, dès ses premiers pas, comme

une thèse que l'émancipation nationale ne saurait se confondre avec l'émancipation sociale de toute exploitation. De même, au début de ce siècle, Lénine a établi qu'avec l'impérialisme l'Etat le plus indépendant ne saurait se soustraire à la dure loi du marché et au développement inégal de l'accumulation capitaliste. Dans la "société des nations", pas plus que dans la société civile, les rapports ne peuvent être "égaux". Les accords d'Evian, entre autres clauses scandaleuses, avaient pratiquement reconnu aux sociétés pétrolières leurs "droits" de domination sur le Sahara où la République algérienne n'exerçait qu'une souveraineté théorique. Ben Bella s'est fait fort de mettre fin au régime des enclaves afin de traiter avec la France "d'égal à égal", d'Etat à Etat. Mais surtout il présenta cette négociation et le renforcement de la souveraineté politique de l'Algérie comme la véritable solution aux antagonismes économiques entre pays arriérés et pays superindustrialisés. La force des faits l'a amené à se démentir.

Parlant de la "survivance" du pacte colonial qui oppose les pays du tiers monde aux pays hautement développés, Ben Bella déclarait : « Nous ne voyons pas d'autre solution à ce problème que d'une part dans l'assurance pour les pays sous-développés d'obtenir des prix stables équitables et rémunérateurs pour leurs matières premières et d'autre part dans la garantie d'une répartition plus équilibrée des effets directs ou indirects de l'industrialisation » (Discours pour l'inauguration de l'usine d'Arzew ; "L'Algérie dans le monde" octobre 1964). Vœux pieux ! La stabilité du prix des matières premières échappe entièrement au contrôle des pays arriérés. Quant aux "effets de l'industrialisation", ils sont incontrôlables même par l'impérialisme.

La mystification démocratique des rapports entre Etats a atteint des proportions colossales. Les Ben Bella, les Nasser, les Mao ont assez vanté la "décolonisation" gauloise. En réalité, nous l'avons vu, le plan de Constantine dans tout ce qu'il a d'essentiel ne pouvait être réalisé qu'avec un Etat algérien "indépendant". Lorsqu'en 1958 de Gaulle le lança, nul ne voulait en entendre parler : ni le F.L.N. qui était alors plus ambitieux, ni le capital métropolitain qui refusait de s'engager sans garantie politique de l'Algérie en guerre. Au projet de construction d'un complexe sidérurgique à Bône qui utiliserait sur place le fer algérien fut opposé le complexe de Dunkerque important son minerai d'Afrique pour l'exploiter en métropole. Seules, des "négociations" avec un Etat algérien "indépendant" pouvaient donner au capital financier toutes les assurances indispensables.

Mais il y a plus. Dans ses "négociations" avec un quelconque Etat national, l'impérialisme ne cherche pas uniquement des garanties politiques à son exploitation des anciennes colonies. Il fait assumer par cet Etat les risques et les frais de ses entreprises de brigandage... Lors de la construction du troisième pipe-line algérien, un journaliste demanda au cheikh Tariki, ancien ministre du pétrole d'Arabie Saoudite, à quoi tenait selon lui la politique algérienne de participation étatique ou même de contrôle exclusif qui est consacrée aujourd'hui par le nouveau « statut pétrolier ». Voici ce que le cheikh répondit : « Cela s'explique : les distances sont tellement grandes entre les puits et la mer que l'Algérie doit posséder elle-même ses moyens de transport pour que son pétrole soit compétitif par rapport à celui de la Libye. Il y a même dans cette opération un risque de perte » (« Le Monde » 2 octobre 1964).

Qui donc endossera ces risques ? L'Etat algérien, c'est-à-dire en dernière analyse, les ouvriers des villes et les paysans du bled. L'industrialisation se fera, mais d'une façon restreinte : dans les branches non concurrentielles pour les produits de la métropole et rentables pour ses capitaux. Elle n'éliminera pas le chômage endémique et sera impuissante à créer un véritable marché national. Le fils et les petits-fils des fellahs, sans travail et sans terre, afflueront dans les villes ou prendront le chemin de

A bas les remèdes bourgeois à la crise du logement !

FAILLITE DU MARXISME ?

Le Capital a déjà lui-même poussé à tel point la socialisation des moyens de production que toute notre société contemporaine appelle objectivement des solutions communistes à tous les problèmes qui se posent à elle. Ni l'Etat capitaliste, ni la classe dominante ne peuvent, par définition, adopter de telles solutions, mais pour survivre c'est-à-dire pour sauver son mode d'appropriation privée, fondé sur un mode de production borné et mesquin, puisqu'il réunit le travail humain à l'état de marchandise, le Capital est bien obligé de les singer au moins, en se donnant l'air de viser à la production de biens sociaux, alors que c'est la valeur tout court, la valeur d'échange (fut-elle matérialisée dans des objets inutiles ou nuisibles) qui l'intéresse. Parallèlement, il tente d'imposer au prolétariat battu et désemparé des « solutions » qui, sous couleur de « réformes », contribuent à l'accroissement de la production nationale et donc de la masse du profit capitaliste. Pour cela, il lui faut, par tous les moyens en son pouvoir (dont l'électoratisme démocratique n'est pas le moindre), pousser le prolétariat à se noyer dans les classes moyennes, tout comme l'avait fait le fascisme. Tous ces efforts contre-révolutionnaires se retrouvent à l'état concentré dans une démagogie commune à tous les partis politiques, de l'extrême-droite paternaliste à l'extrême-gauche communiste et dégénérée : **l'accession à la propriété du logement**. Or cette démagogie est d'autant plus grave que la crise du logement est, du fait de l'anarchie capitaliste, bien réelle, et que, du fait de l'oppression économique qu'il subit, le prolétariat est la classe qui en souffre le plus.

Déjà, à son époque, Marx notait que le capitalisme avait tendance à accroître davantage les classes vivant du profit que celles vivant

du salaire, et donc à atténuer les effets de la prolétarianisation croissante en multipliant les valets du capital, en tentant de transformer la société entière en société de conservation du mode capitaliste de production. Qu'est-ce que l'« accession à la propriété » sinon une manifestation de cette tendance, dans la mesure où elle est une réalité sociale ? Et dans la mesure où elle reste démagogique pure, qu'est-ce d'autre, sinon un des principaux aspects de cette grande tentative contre-révolutionnaire ?

C'est ainsi qu'aujourd'hui, les apologistes du Capital croient pouvoir annoncer que le marxisme est contredit par le néo-capitalisme d'après-guerre qui aurait su réconcilier le Travail et le Capital en dotant les travailleurs de toutes sortes de « réserves », eux qui ne disposaient autrefois que de leur force de travail, en les rendant non seulement actionnaires de quelques bribes de capital, mais propriétaires fonciers ! La statistique ne le démontre-t-elle pas, elle qui indique qu'en France, par exemple, la propriété individuelle des logements est passée de 21,3 % du total des habitations en 1954 à 41,6 % en 1962 ? Aux Etats-Unis, n'est-ce pas même plus de 50 % des logements qui appartiennent à ceux qui les occupent ? C'est en se fondant sur de tels faits que les défenseurs conscients et inconscients du capitalisme s'imaginent pouvoir « réfuter » le marxisme. Notant que lors de l'accumulation primitive, le capitalisme avait ruiné la petite production artisanale et agricole, le marxisme n'avait-il pas prévu l'expropriation et la prolétarianisation croissante des producteurs ? Or le néo-capitalisme rend au contraire à ceux-ci la propriété qui leur avait été enlevée jadis, même si c'est sous une toute autre forme : le marxisme a donc fait faillite et le capital est éternel. Amen !

COMMENT LE PROLETAIRE "ACCEDE A LA PROPRIETE"

Prenant leurs désirs pour des réalités, les apologistes du capitalisme se hâtent trop de triompher, faisant dire ce qui leur convient à la statistique, qui ignore les distinctions de classe. Prenons-les pourtant au mot, et voyons dans quelles conditions et à quel prix le prolétaire a, dans notre belle société moderne, « toute latitude » de devenir propriétaire foncier. Un beau matin, son capitaliste le convoque et lui annonce qu'il est décidé à lui vendre la maison qu'il lui louait jusque-là et qui, moyennant le modeste loyer de 35 F. par mois, l'attachait toute sa vie à son usine. Supposons que père de famille nombreuse, comme beaucoup de ses pareils, le prolétaire en question habite un quatre pièces dans une région « industrielle en expansion ». Le capitaliste, son propriétaire insistera complaisamment sur le fait qu'il lui accorde la priorité, en tant que locataire, pour acheter son propre logement ; mais spéculant sur la cherté des appartements dans toutes les régions « en expansion », il n'ira pas par quatre chemins : le prix de vente de la maison sera de 72 mille 250 francs, pas un sou de moins et voilà comment il détaillera les versements (1) que l'ouvrier aura à faire :

MODE DE PAIEMENT :

Prêt du Crédit Foncier : 44.400 F. remboursable en 20 ans moyennant :

Les 5 premières années : 210 F. par mois (2)

Les 15 années suivantes : 370 F. par mois.

Ce qui fait passer les 44.400 F. à 79.200 F. (3).

Prêt de l'employeur : 9.000 F. au taux de 3 % sur 6.000, avec remise annuelle, donc pratiquement sans

(1) Il ne faut pas oublier que le patron vend une maison qu'on lui a déjà payée, c'est-à-dire que le candidat à l'accession à la propriété a déjà payée ; même si ce dernier refuse de l'acheter et se fait construire une nouvelle maison cela ne change rien au fait : 1) que le patron vend une seconde fois sa maison ; 2) que l'ouvrier lui a déjà payé la maison qu'il quitte ou qu'il achète.

intérêt, mais la dépendance vis-à-vis du patron existe comme au temps du loyer.

Apport personnel (c'est-à-dire autres emprunts à des taux plus élevés encore, qui font doubler la somme initialement prêtée : 22 mille 250 francs.

Comme le disait Engels dans la « Question du Logement », le pauvre prolétaire sera donc obligé de payer deux ou trois fois la valeur de son logement ; rien de changé depuis le marxisme du siècle dernier ! En outre, la propriété de son logement, au lieu de lui donner la sécurité, accroît pour lui l'insécurité du lendemain, car toute défaillance dans le versement des mensualités fera jouer l'hypothèque détenue par la banque, qui pourra faire vendre la maison et se payer sur le prix. Il suffira pour cela que le prolétaire tombe malade, ou bien qu'il devienne chômeur ou fasse grève, ou cesse de faire des heures supplémentaires. Le capitaliste du prolétaire-propriétaire pourra continuer de dormir tranquille : auparavant l'ouvrier ne pouvait quitter son usine sous peine de perdre son toit à une époque de pénurie générale de logements ; aujourd'hui il est libre... de payer des mensualités (dix fois plus fortes) qui le forcent à se précipiter sur chaque heure de travail qu'on lui offre à l'usine...

L'« accession à la propriété » ne fait donc que perpétuer et aggraver la dépendance de l'ouvrier à l'égard du Capital, sans compter les autres avantages qu'elle procure à ce dernier et que nous allons examiner maintenant.

(2) Ces mensualités doivent pratiquement être doublées, puisque c'est environ la moitié du prix de vente qui est ainsi remboursé.

(3) On voit que les intérêts font pratiquement doubler le prix de la maison. Il faut dire au moins doubler, car dans notre calcul les intérêts ne portent que sur 20 ans ; en réalité, pour les prêts de l'« apport personnel », il faudra demander des délais plus longs, sous peine d'être obligé de payer près de 700 francs par mois de mensualités.

SOYONS SOCIAUX POUR STIMULER LES AFFAIRES !

L'« accession à la propriété » jouera déjà un rôle éminent dans l'économie générale, même si ses effets se limitent à nier de nombreux travailleurs à leur entreprise ou, de façon plus générale, à ôser leur indépendance et leurs velléités de rebelle et à leur donner une conscience bourgeoise de propriétaires. Mais l'« accession à la propriété » fait plus : elle stimule l'activité capitaliste dans tout un secteur, celui de la construction.

Les statistiques ont montré aux capitalistes français que la part dépensée pour l'habitation dans le revenu national était faible en France par rapport aux autres pays. Le classement par pays des dépenses d'habitation (logement, énergie, équipement et entretien) était en effet le suivant en 1960 : Belgique : 28,4 % de la consommation globale ; Canada : 26,7 % ; Pays-Bas : 26,8 % ; Etats-Unis : 26,05 % ; Royaume-Uni : 22,8 pour cent ; France : 17,8 ; Italie : 16 %. (Revue « Consommation » de juillet-septembre 1962). Si l'on ne retient que les strictes dépenses de logements, on obtient : Canada 16 % ; Etats-Unis 12,7 % ; Belgique 12 % ; Royaume-Uni 9,2 % ; Pays-Bas 8 % ; Italie 7,4 % et France 5,5 %. En conséquence, nos capitalistes nationaux et « sociaux » pensent que pour se mettre au niveau des autres pays de capitalisme moderne, les Français devraient doubler ou tripler leurs dépenses de logement, car ils entendent exploiter à fond ce secteur, sous la pression des fortes natalités d'après-guerre et du flot des mallogés constitué par les paysans expropriés et les rapatriés d'Algérie. Ce qui n'empêche pas le « progressisme » imbécile de la Gauche démocratique de s'extasier, en écoutant Mitterrand vanter sa future politique de construction à la Télé pendant l'infâme campagne présidentielle : « Ah, voyez comme il est « social », lui ! »

Le V^e Plan (1966-1970) estime les besoins actuels de logements à 500.000 par an, soit environ 200.000 pour répondre à l'accroissement démographique, 240.000 pour remplacer les habitations vétustes et 50 mille pour fournir à la grande et moyenne bourgeoisie des résidences secondaires. Par rapport aux 369.000 logements achevés en 1964, cela représenterait une augmentation annuelle de 35,5 %, taux énorme, bien supérieur au taux soviétique. Un tel accroissement exigerait une modification importante de la répartition de l'activité nationale, un transfert notable de main-d'œuvre et de capitaux vers la construction et même, sous peine de déséquilibre l'ensemble de la production, des capitaux supplémentaires. Cela suppose d'une part une vaste campagne pour drainer les capitaux et les épargnes privées, et, d'autre part, pour les mal-logés, l'alternative entre des loyers exorbitants (dans les constructions nouvelles) et l'achat de leur propre logement. On voit que l'accession à la propriété n'a de vertus miraculeuses que pour le capital.

Examinons les prévisions du V^e Plan : celui-ci considère comme normal qu'une location rapporte 8 pour cent du capital, ce qui représente un loyer mensuel de 500 francs pour un logement valant 75.000 F., et de 660 F. pour un logement valant 100.000 F. De tels loyers représentent une fraction considérable du salaire (30 à 80 pour cent). En revanche, le prix du logement serait faible, surtout s'il était situé en ville (mais on ne construit pratiquement plus dans les villes déjà sursaturées, si ce n'est des appartements de luxe) (1). On vante donc les délices des « résidences du soleil », des « cités de la forêt », qui sont toutes situées loin de la ville et du lieu de travail et surtout ne sont pas à louer, mais à vendre. C'est cette dernière considération qui est primordiale puisque, pour le V^e Plan,

(1) Il va de soi qu'au fur et à mesure les loyers des vieux logements augmentent eux aussi pour rejoindre les autres, sans que les propriétaires y soient pour rien : des milliards sont ainsi arrachés aux prolétaires pour être donnés en cadeau aux propriétaires fonciers et autres spéculateurs.

il s'agit non seulement d'investir dans la construction les capitaux nécessaires au financement des quelque 500.000 logements annuellement prévus, mais encore d'assurer la rotation de ces capitaux, c'est-à-dire leur perpétuel renouvellement. En effet, à supposer que ces 500.000 logements soient tous loués, le capital qu'ils représentent rapportera l'intérêt habituel de tout placement, mais il ne sera constitué sous sa forme argent que dans 30 ans peut-être, et c'est seulement alors qu'il pourra être réutilisé dans la construction. Entre temps, il faudra donc recourir à des capitaux nouveaux pour ce qui est de la partie non encore versée. Dans ces conditions, le capital a un intérêt évident à vendre les appartements sitôt qu'ils sont construits, afin de retrouver aussitôt son capital de départ pour recommencer un nouveau cycle de production. Telle est pour le capital la vertu miraculeuse de l'accession à la propriété.

L'Etat, qui gère les intérêts généraux du capital, a donc pris toute une série de mesures en ce sens.

"PROPRIETAIRES" OU TOUJOURS PROLETAIRES ?

Dans cette seconde partie de son « plan », le néo-capitalisme n'innove nullement. Ecoutez plutôt ce que des 1872 Engels disait à ce propos dans sa « Question du Logement » :

« Il existe encore une autre solution à la question du logement, celle proposée par Proudhon et qui séduit à première vue, mais dont un examen plus approfondi révèle la totale impuissance. Proudhon proposait de transformer les locataires en acheteurs à tempérament ; de cette façon, le loyer payé annuellement serait considéré comme un acompte sur la valeur du logement et, au bout d'un certain temps, le locataire deviendrait propriétaire. Cette solution, que Proudhon estimait très révolutionnaire, est de nos jours appliquée dans tous les pays par des sociétés de spéculateurs qui, en élevant le prix de location, se font payer 2 et 3 fois la valeur des immeubles. M. Dollfus et d'autres grands fabricants du Nord-Est de la France ont appliqué ce système, non seulement pour soutenir de l'argent, mais avec, en plus, une arrière-pensée politique. En effet, « les dirigeants les plus intelligents des classes dominantes se sont constamment efforcés d'accroître le nombre des petits propriétaires pour se constituer une armée contre le prolétariat. Les révolutions bourgeoises du siècle dernier morcelèrent la grande propriété foncière de la noblesse et du clergé en petites propriétés parcelaires — comme veulent le faire aujourd'hui les républicains espagnols — et elles créèrent ainsi une classe de petits propriétaires terriens qui est devenue depuis l'élément le plus réactionnaire de la société et l'obstacle permanent qui s'oppose au mouvement révolutionnaire du prolétariat urbain. Napoléon III avait l'intention de créer dans les villes une classe analogue en diminuant le montant des bons de la dette publique ; et M. Dollfus et ses collègues, en vendant à leurs ouvriers des petits logements payables par annuités, cherchèrent à étouffer chez les travailleurs tout esprit révolutionnaire. Les enchaînements du même coup avec ce titre de propriété à la fabrique dans laquelle ils travaillaient ; ainsi le plan de Proudhon, loin d'apporter un soulagement à la classe ouvrière, se retournait directement contre elle ». (pp. 35-36).

Toute autre considération mise à part (Engels montrait déjà que la fixation des travailleurs en un même lieu était en contradiction avec les nécessités de la grande industrie, et Poincaré en personne l'a confirmé en disant aux Français que le temps était passé où ils pouvaient espérer demeurer toute leur vie à un même poste de travail), il est bien clair que l'« accession à la propriété » ne peut

(1) Voici cette proposition de loi : « Article 2. Les organismes d'habitations à loyer modéré peuvent mettre en demeure d'acquiescer leur logement les locataires dont les ressources excèdent de 50 pour cent le plafond fixé par la réglementation pour l'attribution d'une habitation locative.

Si, à l'expiration d'un délai de 2 ans, à compter de cette mise en demeure, le locataire n'a pas répondu à l'offre de vente qui lui a été faite, l'organisme d'habitations à loyer modéré l'assigne aux fins d'expulsion suivant la procédure prévue au chapitre V du titre premier de la loi N. 48-1360 du 1er septembre 1948 ».

Ainsi, en avril 1965 un projet de loi a été déposé par un député de la majorité relative à l'acquisition d'H.L.M. à l'usage locatif par les locataires. Ce projet envisageait de rendre obligatoire l'acquisition des logements pour les catégories de locataires asés (1). In extremis seulement, cette mesure fut repoussée. Néanmoins, la loi adoptée touche le tiers du patrimoine des H.L.M. (casé : habitation à loyers modérés), c'est-à-dire 400.000 logements qui pourraient être mis en vente par cet Office public. Les commentaires des rapporteurs sont significatifs : « Elle doit faciliter les financements qui permettront d'accélérer la construction d'H.L.M. à usage locatif ; financièrement donc des H.L.M. à 100 pour cent. « Mais la bourgeoisie entend faire d'une pierre deux coups : 1) accroître le capital productif en développant un secteur de production nouveau, grâce à l'intervention de l'Etat qui imposera par la loi des dépenses supplémentaires aux « libres citoyens » ; 2) piller dans l'immédiat le prolétariat pour le déprolétarianiser partiellement plus tard.

avoir d'autre effet que d'imposer aux travailleurs des dépenses de logement trois ou quatre fois supérieures à celle que représentaient les anciens loyers et du même coup de provoquer la hausse de ceux-ci pour les prolétaires n'ayant pas accédé, eux, à la propriété. Mais quel avantage un travailleur peut-il bien trouver à verser pendant vingt, trente ou quarante ans une fraction considérable de son salaire à seule fin de devenir propriétaire d'un logement qui, au bout de ce laps de temps, sera déjà vétuste, nombre d'appartements étant construits aujourd'hui pour vingt-cinq ans seulement, au lieu de payer un loyer pendant les quelque quarante-cinq ans de sa vie active ? On le voit d'autant moins que si au cours de cette longue période, il a la moindre défaillance, il risque de perdre sa « propriété » tout entière. Contrairement à l'homme de l'antiquité auquel la possession d'un lopin de terre conférait toutes les prérogatives du citoyen libre, le travailleur moderne augmente son insécurité en tentant d'acquiescer à la propriété, et ne cesse donc pas d'être un prolétaire, même si cette propriété illusoire lui en a fait perdre la conscience.

Il est caractéristique que le néo-capitalisme le plus moderne et le « progressisme » le plus évolué retournent, en matière de « solution rationnelle et vraiment sociale » du « grave problème du logement », aux idées de Proudhon (designé par le Manifeste de 1848 comme représentant du socialisme bourgeois) que le communiste Engels tournait en dérision il y a presque un siècle déjà ! Cela prouve que les tenants de la conservation sociale, les ennemis de la révolution sociale sont incapables de rien inventer de nouveau. Et à considérer la portée réelle de la prétendue « contribution à la solution du problème social » qu'ils affectent tous d'apporter en invitant les travailleurs à « accéder à la propriété », on peut dire d'eux tous — de la droite à la gauche — ce qu'Engels disait déjà de leur maître Proudhon, à savoir que chez eux, « le caquetage est toujours en proportion inverse de la taille des œufs pondus ! »

LISEZ PROGRAMME COMMUNISTE

Revue théorique trimestrielle du Parti Communiste International
Le numéro 34 (janvier - mars) est un NUMERO SPECIAL sur

le PARTI sa NATURE sa FONCTION

son ORGANISATION contenant des extraits d'articles, thèses, discours émanant de notre courant politique et concernant une période de quarante ans. On y trouvera en particulier des extraits d'interventions des représentants de la Gauche aux IV^e et V^e Congrès de l'Internationale Communiste et à l'Exécutif élargi de février 1926.

Le numéro : 250 F (Belgique 25FB) - Abonnement annuel : 9 F - Abonnement combiné avec « Le Prolétaire » : 12 F - Abonnement de soutien : 20 F - Specimen gratuit sur demande.

Un nouvel aveu

(Suite de la 1ère page)

socialisme, vous devez être démocrates, et si vous êtes démocrates il faut l'être jusqu'au bout. Eux le sont depuis avant 1914 et, malgré 1917, le sont restés et le resteront. Vous, vous êtes marqués du péché originel de l'Octobre rouge, la dictature du prolétariat, et votre nom même de « communistes » l'indique. Vous l'avez oublié, c'est vrai, mais cela ne suffit pas. Il vous faut abjurer le bolchevisme et le dire.

Ainsi voit-on au pied du mur le triste Waldeck-Rochet se tortiller comme un diable rouge dans un bémol démocratique, devant l'impitoyable inquisiteur démocrate. Et voici l'hommage que le vice rend à la vertu démocratique : « Là encore nous sommes à l'aise (sic) pour répondre : nous disons qu'avec la réalisation du socialisme, non seulement la démocratie doit être préservée, mais elle est appelée à se développer considérablement en prenant un contenu nouveau infiniment plus riche que sous le régime capitaliste ».

**

Le but de cet article n'étant pas de montrer — ce que fit magistralement en son temps Lénine, dont nous considérons l'enseignement comme toujours valable et actuel — comment démocratie (Etat de classe) et socialisme (société sans classes) sont incompatibles, mais comment les soi-disant communistes s'identifient toujours davantage aux vestiges hors d'âge et archi-pourris de la vieille social-démocratie, nous suivrons le cheminement prudent, bysantin et jésuitique de Waldeck-Rochet. Après avoir admis que « pendant longtemps les divergences (sic) entre communistes et socialistes au sujet des voies et moyens pour aller au socialisme, apparaissaient (sic) absolument irréductibles » (on sait qu'il est fait allusion ici à l'opposition mortelle sur la question de la dictature du prolétariat), Waldeck-Rochet affirme qu'aujourd'hui tout est changé. D'abord on peut aujourd'hui envisager « pour un pays comme le nôtre » (O Staline !) de passer pacifiquement au socialisme. Ensuite on a décidé de « rejeter l'idée, soutenue longtemps par Staline (sacré farceur !) selon laquelle l'existence d'un parti unique serait une condition obligatoire du passage du capitalisme au socialisme », les socialistes ayant toujours été, Waldeck-Rochet dit, pour la pluralité des partis. Enfin on a décidé de « proposer qu'une entente durable soit recherchée entre P.C. et S.F.I.O. non seulement pour aujourd'hui, mais pour demain, dans la lutte pour la réalisation du socialisme ».

Conclusion, dit Waldeck-Rochet : « Il est évident que la reconnaissance de la pluralité des partis démocratiques et de la nécessité d'une collaboration durable entre le P.C. et la S.F.I.O. suppose un régime politique comportant de larges libertés démocratiques ».

Conclusion, dit l'Inquisiteur Guy Mollet : Dites que vous êtes contre la dictature du prolétariat !

Aidez-moi, répond Waldeck-Rochet : « Vous condamnez volontiers la voie des communis-

tes russes en 1917... », mais convenez « qu'après avoir accédé au pouvoir politique, la classe ouvrière et ses alliés auront nécessairement à prendre des mesures pour empêcher que l'œuvre de construction socialiste ne soit entravée, sabotée par les classes exploiteuses déchuës. Par conséquent, tout en garantissant le développement de la plus large démocratie pour l'immense majorité du peuple, il faudra que le nouveau pouvoir politique adopte des lois tendant à protéger et à défendre le nouveau régime social et prenne des mesures pour faire respecter ces lois ».

On voit ici le procédé employé pour dorer la pilule aux militants les plus anciens du P.C.F. qui ont « entendu parler » de la dictature du prolétariat, ou à ceux qui, par hasard, liraient Marx et Lénine et risqueraient de se poser des questions à ce sujet. Elle réside entièrement dans une technique verbale jésuitique. On parle de « construction socialiste » et non de destruction du capital ; la lutte désespérée et farouche de toutes les forces du capital ne suscite que des « entraves » et des « sabotages ». On parle de nouveau pouvoir politique au lieu d'Etat prolétarien. On veut la démocratie « la plus large » mais on évite soigneusement, pour ne pas inquiéter le petit-bourgeois, de qualifier les lois et les mesures à prendre pour défendre le nouveau régime social. Et si l'on emploie ce langage, si édulcoré qu'il en devient écœurant, c'est parce qu'on espère que l'Inquisiteur démocrate acceptera la « Discussion ». Car là est le seul but de ces palabres. On reniera tout ce qu'on voudra mais à condition que ça se fasse au cours d'une discussion, que le partenaire accepte enfin le dialogue, qu'il cesse de vous considérer comme un pestiféré, un possédé du démon rouge.

« A la vérité, dit Waldeck-Rochet, dans la mesure où de part et d'autre, l'on a réellement la volonté d'aller vers le socialisme, il doit être possible de réduire, au cours de discussions franches et approfondies, certaines divergences idéologiques qui séparent jusqu'ici communistes et socialistes... Le fait que dans les conditions de notre époque le passage au socialisme en France est appelé à prendre des formes originales différentes de celles qu'il a prises en Russie en 1917 et dans d'autres pays à la suite de la deuxième guerre mondiale est une circonstance essentielle pouvant permettre de surmonter bien des obstacles ».

**

Le P.C.F. nous prévient donc qu'il n'y aura bientôt plus aucune divergence — nous traduisons différence — entre lui et la S.F.I.O. Waldeck-Rochet qui affirme, dans son discours, que le P.C.F. ne se laissera pas escamoter, escamote lui, et allègrement, le mot de dictature du prolétariat en espérant en escamoter bientôt l'idée, et à jamais le souvenir. Ainsi espère-t-il que « de nouveaux obstacles pourront être surmontés et que s'accroîtra le rapprochement qui s'est opéré entre communistes et socialistes dans la dernière période ». Nous l'espérons aussi, et nous souhaitons voir au plus vite le dernier acte de ce rapprochement obscène, la fin de ce streap-tease ignoble auquel le prolétariat assiste encore médusé.

Lorsque les grondements du sous-sol économique réveilleront le géant qui dort, sa dictature implacable escamotera nos artistes plus rapidement que le lapin sous le chapeau du prestidigitateur.

Enseignement

(Suite de la 1ère page)

rationnel du point de vue capitaliste dans le domaine de l'éducation et de la formation professionnelle. On nous dit, par exemple, que l'on doit créer des écoles techniques pour désencombrer les facultés ; que les classes de Propédeutiques, qui faisaient une trop grande place à la culture générale, seront supprimées.

On créera des licences « courtes » préparées en deux ou trois ans. Il y a quelques temps, on parlait de supprimer l'enseignement de l'histoire et de la géographie, voire de la philosophie, spécialités « inutiles » que la bourgeoisie révolutionnaire du premier empire avait su imposer.

Cette Education Nationale crétinisante et qui n'est qu'un mauvais marche-pied vers les sinécures bureaucratiques, ne nous intéresse absolument pas.

Proétaires ! ne vous laissez pas bernier par les discours « humanistes » d'un soit-disant parti communiste et de directions syndicales qui vous ont trahis. Lorsqu'ils réclament la démocratisation de l'enseignement, ce n'est pas pour que votre « droit » à la culture soit satisfait, mais bien pour que leur parasitisme social se développe en même temps que ces « couches moyennes » qu'ils courtisent.

Seule la révolution communiste pourra supprimer la division de la société en classes, supprimer et le bourgeois et le prolétaire ; seule, elle pourra abolir la division sociale du travail qui mutilé l'homme en le réduisant à être soit un « intellectuel », soit un « manuel ». En attendant, au sein de la société bourgeoise l'ouvrier n'a rien à attendre de l'université bourgeoise qui ne dispense — et de plus en plus mal — que l'idéologie et la culture de la classe ennemie. Seul le parti de classe peut satisfaire les besoins fondamentaux de connaissances théoriques et d'éducation de la classe ouvrière.

ALGÉRIE

(Suite de la page 2)

l'émigration. Car c'est aussi cela la « coopération » : exportant toujours plus de capitaux, l'impérialisme importe des contingents toujours plus nombreux de chair humaine. Après avoir versé son sang dans les djebells, le peuple algérien devra encore verser sa sueur dans les bidonvilles de l'Europe. Peut-être alors, ces prolétaires qui n'ont pas trouvé de patrie trouveront-ils leur drapeau et la solidarité de leurs frères de classe ? Il faudra pour cela que l'abominable « prospérité » bourgeoise touche à sa fin dans les métropoles mêmes.

Souscription permanente 1966

LISTE N° 1

Guy, 1,50 ; Jean, 6,40 ; Suzanne, 12 ; François, 12 ; Vive Le Prolétaire, 10 ; Jules, 1,80 ; Soutien Amenna, 8 ; Electricien Bruxelles, 8 ; Bruxelles, 10 ; Romain, 50 ; Emile, 12 ; Christian, 12 ; Roseline et Russo saluent Georges, 40 ; Soutien, Veillard, 8 ; Piccino, 10 ; Jacques, 10 ; Lucien, 12 ; Pierre, 12 ; François, 20 ; Serge, 10 ; Claude, 20 ; Alain, 20 ; Alex, 50 ; Michel, 10 ; Franck, 10 ; W., 100 ; Francisco, 10 ; Jan, 5 ; Jules, 5 ; Jacques, 10 ; Philippe, 10 ; Ferruccio, 10 ; Oscar, 10 ; Bruxelles, 25 ; Turin, 50 ; Georges, 10 ; Bruno, 10 ; J.P., 20 ; Mario, 10 ; Giuliano, 22,10 ; Daniel, 10 ; Goupil, 10 ; Erasmo, 10 ; Bruno M., 25 ; Mario, 10 ; Libertino, 10.
Total liste n. 1 : 737,80 F.

LE PROLETAIRE

est en vente dans les principaux kiosques LECTEURS AU NUMERO, achetez-le toujours dans le même kiosque ou mieux, ABONNEZ-VOUS : c'est le meilleur moyen de le recevoir régulièrement tout en nous aidant.

Décembre 1920 : Le Congrès de Tours

L'art de fêter un anniversaire

On sait que le P.C.F. se croit obligé de commémorer chaque année l'anniversaire de la révolution d'octobre par quelque guignolade politico-artistique. Il n'a pas manqué, de même, de marquer à sa manière le 45ème anniversaire de sa naissance au Congrès de Tours.

Ce congrès n'est certes pas un grand moment de l'histoire prolétarienne et le parti qui en sortit fut certainement le plus piètre de la IIIème Internationale. Les communistes français l'étaient déjà si peu, d'une manière générale, qu'il fallut un télégramme comminatoire de l'Exécutif de l'I.C. pour les décider à rompre avec la droite chauvine et réformiste de la S.F.I.O. Encore emmenèrent-ils avec eux ce « Centre » — pire encore que la droite — incarné par la girouette Cachin (la veille encore social patriote et soudain converti au léninisme) qui fut comme un foyer d'infection opportuniste dans le corps du jeune parti et finit par le corrompre entièrement.

Nous ne nous occuperons pas ici du Congrès lui-même (renvoyant nos lecteurs aux deux articles de Programme Communiste sur ce sujet, dans les numéros 29 et 31), mais de la manière significative dont le P.C.F. le rappelle aujourd'hui. Quelles que soient les faiblesses du communisme en France, 1920 n'était pas 1966 et le plumitif de l'« Humanité » (29-12-65), malgré un crétinisme journalistique à peu près total (qui lui fait raconter les faits divers de ce 29 décembre, au nom sans doute du « nouveau réalisme »), ne peut éviter d'évoquer la condamnation léniniste du social-patriotisme, non plus que les manifestations et les révoltes des soldats et les grèves qui déferlent alors sur l'Europe au fond de laquelle se dresse la première dictature rouge. On sent passer, malgré les prudences de l'auteur, quelque chose du grand souffle d'octobre, de son appel à la guerre de classe, à la révolution, à l'internationalisme.

Qu'en reste-t-il aujourd'hui ? Fajon, dans l'éditorial de ce même numéro de l'« Humanité », nous le dit clairement : célébrant lui aussi le Congrès de Tours, il chante les louanges... de la Résistance patriotique et de la France éternelle. Le jour anniversaire de la fondation d'un parti né pour combattre à mort la trahison de la IIème Internationale qui avait choisi la patrie contre la révolution internationale, ce n'est déjà pas mal.

Mais c'est à Wurmser que revient la palme. Toujours dans le même numéro, il s'en prend à certains historiens qui « accusaient » le P. C. F. (à tort, bien sûr) d'avoir préparé un mouvement insurrectionnel au lendemain de la Libération. Wurmser en étouffe d'indignation :

« Et voilà... pendant quatre ans, les communistes se sont battus, avec pour seul but la libération de la patrie. Sur quoi se baser pour douter de leurs intentions ? Sur leurs actes ultérieurs ? Hé non, puisqu'ils ont été conformes, justement, à leur attitude pendant l'occupation. Mais est-il besoin pour insulter les communistes, et serait-ce leurs morts, d'une raison ou d'un raisonnement ? Les communistes ont sans cesse répété, pendant les années terribles, ce seul mot d'ordre : « s'unir, s'armer, se battre ». Se sont-ils démentis ? Ils ont pris au contraire une part décisive à la formation du Front National, ils ont délégué leurs représentants à Londres, puis à Alger. Ils ont écrit dans la presse clandestine, sur les murs de leurs cachots, sur les planches de Châteaubriant, et crié devant les pelotons d'exécution, dans les dernières lettres de leur dernière nuit, qu'ils vivaient, qu'ils luttèrent, qu'ils mouraient pour que vive la France. »

Ce n'est plus un anniversaire, c'est un enterrement de grand style. Que les bourgeois se rassurent donc si leurs historiens les inquiètent. Si le P.C.F. commémore Octobre ou le bien moins glorieux Congrès de Tours, c'est par pure routine bureaucratique.

Le P.C.F. n'a rien à voir avec la révolution, ni même avec le pâle Congrès de Tours. C'est lui qui le proclame, des sanglots dans la voix, en adjurant de le croire. Allons, un bon mouvement messieurs les « socialistes », ils sont bien de la même famille que vous ces communistes patriotes qui considèrent comme une injure qu'on puisse les soupçonner de préparer un mouvement révolutionnaire ! Embrassez-vous donc et enterrez une bonne fois ce Congrès de Tours où vous vous êtes séparés : la France éternelle n'aura pas trop de tous ses démocrates, de tous ses patriotes pour voler au secours, le moment venu, de l'ordre capitaliste.

Les grèves « non officielles »

(Suite de la première page)

d'une crise de conscience de classe.

primes de production ou d'intéressement à la marche de l'entreprise, ailleurs d'autogestion ou de distribution d'actions aux ouvriers ; là de grèves au compte-gouttes, morcelées, ici de politique des revenus ou de planification démocratique (assortie de l'inévitable « démocratie authentique »). Instinctivement, le prolétariat comprend que ce sont là des emplâtres sur une jambe de bois et il est contraint de réagir, même s'il le fait d'une manière hésitante, sans avoir une pleine conscience de ses buts de classe, sans comprendre vraiment le rôle d'agents du capital que jouent les divers « socialistes » et « communistes » de parlement. Il réagit par des luttes « immédiates », « spontanées », « imprévues », et « non officielles » qui inquiètent tellement les dirigeants anglais. Cette révolte spontanée est le prélude

d'une crise de conscience de classe.

L'heure du règlement de compte historique approche. Ce sont les contradictions mêmes du système de production capitaliste qui le provoqueront, mais il ne pourra se régler favorablement pour le prolétariat que s'il dépasse ses révoltes « spontanées », s'il les unifie, s'il les oriente vers ce but unique qu'est la révolution et la dictature de classe. Mais cette liaison entre le mouvement spontané et les revendications historiques, seul le parti de classe, le parti communiste international, peut la réaliser.

La bourgeoisie, à la recherche de l'elixir de longue vie, fait bouillir à gros bouillons ses alambics : un Nenni, un Wilson, un Mitterrand en sortent de temps à autre. Cela ne l'empêchera pas de crever pour que vivent, enfin, les prolétaires du monde entier !

Directeur - Gérant

F. GAMBINI

B. P. 375 Marseille-Colbert

IMPRIMERIE « LINO - IMP. »
3 et 5 boulevard Desplaces
M A R S E I L L E (X^{me})

Décl. légal 28754, déc. 63, Paris
Distribuée par les N.M.P.P.